



Direction des services Techniques
techniques@ville-parmain.fr
VM/LP/PL

N°2026/123

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE AUTORISANT LA SOCIÉTÉ CORETEL EQUIPEMENTS À EFFECTUER
UNE JNI, DEUX COUPURES RABAT ET LE RACCORDEMENT AU POSTE AU 3 RUE RAYMOND
POINCARÉ**

Le Maire de la Commune de PARMAIN ;

Vu le Code de la Route et notamment l'article R. 417-10 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5 ;

Vu la loi n° 82.213 du 02/03/1982 modifiée par la loi n° 82.623 du 2/07/1982 et la loi n° 83.8 du 07/01/1983 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 Octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents, et notamment le(s) article(s) R.312-4 du Livre I – 4^{ème} partie, R.312-5, R.312-6, R.314-1, R.314-3, R 312.10 à R.312-14 et R.411-22 à R.411-23, 64 du Livre I – 4^{ème} partie ;

Vu la demande de la société CORTETEL EQUIPEMENTS, en date du 02 juin 2026, concernant une JNI, deux coupes rabat et le raccordement au poste, pour le compte d'ENEDIS, au 3 rue Raymond Poincaré à PARMAIN ;

Vu l'arrêté départemental n°2026-126 délivré le 08 juin 2026 ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

A R R Ê T É

Article 1.

La société COROTEL EQUIPEMENTS sise TSA 54050 26 avenue de l'île Saint Martin – 92894 NANTERRE CEDEX 9, est autorisée à effectuer une JNI, deux coupes rabat et le raccordement au poste, pour le compte d'ENEDIS, au 3 rue Raymond Poincaré le 10 juin 2026.

Article 2

Il y aura une restriction de la circulation sur la section courante effectué par un feu tricolore et manuellement.

La signalisation sera conforme à l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation temporaire. Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 3

L'entreprise doit s'assurer que le balisage de son chantier soit visible aussi bien de jour que de nuit.

Article 4

La signalisation sera mise en place et entretenue par les soins et aux frais de l'entreprise.

L'entreprise a la charge de la signalisation dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, elle est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 5

Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraîne la suspension immédiate des travaux.

Article 6

Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ISLE ADAM, Monsieur le Responsable de la Police Municipale de L'ISLE-ADAM/PARMAIN, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ISLE ADAM,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Commandant des casernes des Pompiers de l'Isle Adam et de Champagne sur Oise,
- La société CORETEL EQUIPEMENTS,
- Secrétariat Général,
- Service technique,

Fait à PARMAIN, le 08 juin 2026

L'Adjointe au maire Travaux urbains-voirie,



Mme Valérie MICHEL

Publié le : 8 juin 2026
Notifié le : 8 juin 2026
Exécutoire le : 10 juin 2026

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai 2 mois à compter de la notification auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise qui peut également être saisi directement via l'application « Télérecours citoyens » : (<https://www.telerecours.fr>).



Direction des Routes Départementales
Service Ressources Techniques

Affaire suivie par : Monsieur Jean-Marc SAINT-REMY

Port : 06.71.71.60.29

Tél : 01.34.33.84.50

Courriel : dp.centre@valdoise.fr

Envoi dématérialisé

Numéro de dossier : CENTRE_PV_2026_126

ARRETE DE VOIRIE PORTANT ACCORD TECHNIQUE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL D'OISE

- VU** la demande en date du 05/06/2026 par laquelle ENEDIS, représenté par Monsieur Victor DE JESUS GOMES, domicilié(e) 4-6 rue des Chauffours 95800 CERGY, pour son prestataire (CORETEL EQUIPEMENTS) demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public, route départementale 4 située EN agglomération, n°3 RUE RAYMOND POINCARE, commune de PARMAIN, Téléphone : 06.65.17.90.30
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code général des collectivités territoriales,
- VU** la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- VU** le Règlement de Voirie Départementale adopté par l'Assemblée départementale le 19 janvier 1998 (délibération 2-0),
- VU** la délibération du Conseil Départemental du Val d'Oise n°0-01 du 1^{er} juillet 2021 confiant la présidence de l'Assemblée Départementale à Mme Marie-Christine CAVECCHI,
- VU** l'arrêté n°26-06 du 13 février 2026 de la Présidente du Conseil Départemental du Val d'Oise portant délégation de signature,
- VU** l'état des lieux réalisé en date du 08/06/2026,

A R R E T E

ARTICLE 1 - Autorisation.

Le bénéficiaire et/ou ses sous-traitants sont autorisés à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : RACCORDEMENT ELECTRIQUE, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

ARTICLE 2 – Prescriptions.

- **Article 2a - Prescriptions techniques particulières.**

R.A.S

- **Article 2b - Prescriptions techniques générales.**

Dépôt

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté ne pourront être déposés sur les dépendances de la voie (accotement / trottoir).

AVERTISSEMENT CONCERNANT LES ARBRES DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER :

Le Département s'engage fortement pour la protection et la préservation des arbres. Votre projet ne doit pas impacter le patrimoine arboré du Val d'Oise, ni obérer la possibilité de plantation d'arbres sur le domaine public.

L'autorisation de voirie ne constitue **aucunement** un droit d'abattage, d'élagage ni d'atteinte quelconque aux arbres du domaine public routier. En conséquence, il vous appartient de saisir rapidement le pôle Gestion du Domaine Public du Département du Val d'Oise pour vous assurer de la compatibilité de votre projet avec les règles en vigueur. En tout état de cause, et sans que ces éléments ne puissent être opposés à la décision du service compétent, vous veillerez à respecter les informations ci-dessus.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation de chantier.

Pour des travaux d'une durée supérieure ou égale à 7 jours ouvrables, le pétitionnaire aura l'obligation de mettre en place, à chaque extrémité de la zone de travaux et à sa charge, des panneaux d'information précisant le nom de l'entreprise, la nature des travaux, les dates de début et de fin du chantier ainsi que les plages horaires entraînant une gêne à l'utilisateur.

CORETEL EQUIPEMENTS devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de police pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

ARTICLE 4 - Implantation ouverture de chantier, récolement et délai de garantie.

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 1 jour.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture de chantier est fixée au 10/06/2026 comme précisé dans la demande.

Le délai de garantie sera réputé expiré le 11/06/2028. Jusqu'à ce jour, le bénéficiaire sera tenu d'assurer un entretien permanent de la chaussée définitivement reconstituée.

ARTICLE 5 - Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En référence au décret n°2018-899 du 22 octobre 2018, tout intervenant sur le domaine public a l'obligation de détenir l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR).

La présente autorisation n'exonère pas le pétitionnaire de solliciter un arrêté de circulation auprès de l'autorité détentrice du pouvoir de police en matière de circulation.

ARTICLE 6 - Validité / renouvellement de l'arrêté et remise en état des lieux.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

ARTICLE 7 - Réception de travaux.

Le pétitionnaire devra contacter le Conseil Départemental du Val d'Oise (Monsieur Jean-Marc SAINT-REMY, par mail dp.centre@valdoise.fr ou par téléphone au 06.71.71.60.29) afin d'établir un constat contradictoire des travaux.

Fait à Saint Ouen l'Aumône, le 08/06/2026

Pour la Présidente du Conseil Départemental
et par délégation,

Signé électroniquement par :
JEAN-MARC SAINT-REMY
Responsable de Pôle



DIFFUSIONS

Le pétitionnaire
La commune de PARMAIN pour information

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du Conseil départemental ci-dessus désigné.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

Service Ressources Techniques
Pôle Gestion du Domaine Public
7 Rue Léo Lagrange
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

tél. : 01.34.33.84.50
info@valdoise.fr
www.valdoise.fr